

## [Texte]

issue. I thought this was fairly early in terms of a concern about debt. At the seminar I presented a very pessimistic view of what I thought this whole process was leading to, and I was in fact very surprised to find there were people in the audience who were as pessimistic as or even more pessimistic than I was.

One banker even said that Luxembourg banks at that time were refusing deposits because they could see no place where they could place those funds at acceptable levels of risk where they would earn enough to pay the depositors their returns. That was largely because they had come to believe that the lending to the developing world simply was not going to be repayable. That whole process was in fact driven by mechanisms that were ultimately not defensible. We need to address those at some stage.

I would just close with a quote from a recent staff paper put out by the IMF technical staff. It is a general review assessment on officially supported export credit schemes. One of their statements struck me really very forcefully. On this question of the alternative I would suggest that what comes after debt relief has to take cognizance of this statement. Some way has to be found in which long-term funding for development can be generated through mechanisms that are not subject to the commercial banking interest rate process.

This principle was clearly understood and taken for granted when the Bretton Woods institutions were established. After all, the World Bank was established precisely because people said the IMF and the commercial banks had one sort of role, but that this role was clearly inappropriate for development finance. Therefore, one needed a different kind of institution that generated a different kind of finance. But unfortunately those things have gone by the boards.

We need to find mechanisms by which development finance can be generated outside commercial banking circles. We need to find mechanisms that will allow this development finance to be used in ways that meet the statement's implications. The statement says:

In the competitive environment prevailing prior to 1982, little attention was, by and large, focused on the economic merits of the many large projects that were being financed or insured by the export credit agencies, particularly where the repayment of the export credit was guaranteed by the debtor government.

This very important issue is very explicitly documented in the World Bank's "World Development Report" for 1985. Once we socialize the debt, once we socialize the

## [Traduction]

occasion, nous avons discuté de ce problème. À ce moment-là, on commençait à peine à s'inquiéter de l'endettement. À l'occasion de ce colloque, j'ai présenté une vision très pessimiste de ce qui me semblait être l'aboutissement de ce processus et, en fait, j'ai été très surpris de constater qu'il y avait dans l'auditoire des gens qui étaient aussi pessimistes et même plus pessimistes que moi.

Un banquier a même dit qu'à l'époque, les banques du Luxembourg refusaient des dépôts parce qu'elles ne voyaient aucun endroit où elles pourraient placer ces fonds à un niveau de risques acceptable et à un taux de rendement suffisant pour les déposants. Leur attitude était en partie fondée sur la conviction que les prêts consentis aux pays en développement n'allaient tout simplement pas être remboursés. En fait, tout le processus a été mis en branle par des mécanismes impossibles à justifier en dernière analyse. Il nous faut nous attaquer à ce problème à un moment donné.

En terminant, je voudrais vous citer un passage d'un document récemment publié par le personnel technique du FMI. Il s'agit d'une évaluation générale des mécanismes de crédit à l'exportation appuyés par les pouvoirs publics. J'y ai lu une déclaration qui m'a fortement impressionné. À mon avis, quiconque s'inquiète de savoir ce qui se passera une fois que la dette aura été effacée devrait prendre connaissance de ce document. Il faut trouver un moyen d'assurer le financement à long terme du développement par l'entremise de mécanismes non assujettis au processus d'imposition des taux d'intérêt en vigueur dans les banques commerciales.

Ce principe avait été clairement compris lors de la création des grandes institutions financières à la suite des Accords de Bretton Woods. Après tout, la Banque mondiale a été créée précisément parce que les gens s'étaient rendu compte que les banques commerciales et le FMI avaient un certain rôle à jouer mais que, de toute évidence, il n'était pas approprié qu'elles financent le développement. Par conséquent, il fallait créer un genre d'institution différente susceptible de générer un genre de financement différent. Mais, malheureusement, on a oublié ces principes.

Il nous faut trouver à l'extérieur des milieux bancaires commerciaux des mécanismes de financement du développement. Il faut que les mécanismes en question fassent en sorte que l'utilisation des fonds respecte l'esprit de la déclaration suivante:

Dans le contexte concurrentiel que l'on connaissait avant 1982, on a très peu porté attention en général aux mérites économiques d'un grand nombre de projets d'envergure financés ou garantis par des organismes de crédit à l'exportation, particulièrement lorsque le remboursement des prêts en question était garanti par le gouvernement débiteur.

Cette question très importante est extrêmement bien expliquée dans un document de 1985 publié par la Banque mondiale, intitulé «Perspectives de l'économie